

# ACTION

# URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
35/12/99EXTRA 42/99

ÉFAI – 990186 – ASA

*Avertissement:* Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer

## « DISPARITION » PROBABLE

PHILIPPINES

Prudencio Bati-on (37 ans), syndicaliste

---

Londres, le 12 mars 1999

Amnesty International est préoccupée par la sécurité de Prudencio Bati-on, dont on est sans nouvelles depuis le 1<sup>er</sup> mars 1999. Il est à craindre qu'il n'ait été victime d'une « disparition » forcée en raison de ses activités politiques, pourtant pacifiques.

La police et les services de renseignements des forces armées auraient nié détenir cet homme.

Chargé de l'organisation au sein du *Sosyalistang Kilusan ng Manggawa* (Mouvement des travailleurs socialistes), Prudencio Bati-on a été vu pour la dernière fois à Bagong Barrio, dans la ville de Calocan (métropole de Manille).

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis le début des années 1970, plus de 1 600 personnes – principalement des détracteurs ou opposants présumés des gouvernements en place – auraient été victimes de « disparitions ». En dépit de nombreux éléments prouvant l'implication de membres des forces de sécurité dans ces « disparitions », aucun des auteurs présumés n'a été déféré à la justice ni aucun proche d'une victime, indemnisé. Le sort de la plupart de ces « disparus » demeure inconnu.

La majorité des « disparitions » ont eu lieu dans le cadre du conflit armé et des opérations anti-insurrectionnelles menées par les gouvernements des anciens présidents Ferdinand Marcos (1965-86) et Corazon Aquino (1986-92). Un grand nombre des victimes étaient membres d'organisations estudiantines, syndicales, religieuses, politiques ou de défense des droits fondamentaux, légalement constituées, que les autorités accusaient de servir de couvertures au *Communist Party of the Philippines* (CPP, Parti communiste des Philippines) et à sa branche armée, la *New People's Army* (NPA, Nouvelle armée du peuple). Parmi les victimes se trouvent également des personnes ayant critiqué de manière pacifique la politique du gouvernement ou de l'armée.

Sous le régime de l'ancien président Fidel Ramos (1992-98), le nombre de « disparitions » enregistrées a diminué de manière significative, au fur et à mesure que déclinaient l'étendue et l'intensité du conflit armé. Amnesty International s'est félicitée de cette réduction mais continue néanmoins d'appeler le président récemment élu, Joseph Estrada, à résoudre les cas de « disparition » qui n'ont pas encore été élucidés, à s'attaquer à la question de l'impunité et à mettre fin à une situation qui permet que des « disparitions » épisodiques aient encore lieu.

**ACTION RECOMMANDÉE :** télégramme/aérogramme/lettre par avion/fax/courrier électronique (en anglais ou dans votre propre langue) :

- Appelez les autorités à déterminer où se trouve Prudencio Bati-on, dont on est sans nouvelles depuis le 1<sup>er</sup> mars 1999, et à garantir sa sécurité ;
- indiquez que vous craignez que cet homme ne soit détenu uniquement en raison de ses activités légales et non violentes ; insistez pour que, s'il est détenu, Prudencio Bati-on soit immédiatement libéré, à moins qu'il ne soit inculpé sans délai d'une infraction prévue par la législation en vigueur ;
- exhortez les autorités à veiller à ce que, s'il s'avère que Prudencio Bati-on se trouve en détention, il ne soit pas torturé et soit autorisé à entrer en contact avec sa famille et avec les avocats de son choix ;
- insistez pour que, s'il s'avère qu'il a été détenu au secret, une enquête soit menée et les responsables, poursuivis.

#### **APPELS À :**

##### **Président :**

President Joseph Estrada  
Dept of the Interior and Local Government, PNCC Complex  
Epifanio de los Santos Avenue, cnr Reliance Street  
Mandaluyong, Metro Manila, Philippines  
**Fax :** 63 2 832 3793 (via le ministère des Affaires étrangères)  
**Télégrammes :** President, Manila, Philippines  
**Formule d'appel :** *Dear President Estrada* / Monsieur le Président,

##### **Ministre de la Justice :**

Serafin Cuevas  
Department of Justice  
Padre Faura, Ermita, , Manila, Philippines  
**Fax :** 63 2 521 1614  
**Télégrammes :** Secretary Justice, Manila, Philippines  
**Courrier électronique :** [doj@earp.com](mailto:doj@earp.com)  
**Formule d'appel :** *Dear Secretary Cuevas* / Monsieur le Ministre,

**COPIES À :**

**Président de la Commission des droits de l'homme :**

Chairperson, Commission on Human Rights  
Aurora Navarrete-Reciña  
SAAC Building  
U.P. Complex  
Commonwealth Avenue  
1100 Quezon City  
Philippines

**Directeur général de la police :**

Police Director General Roberto Lastimoso  
Philippine National Police  
National Headquarters  
Camp Crame  
Quezon City  
Philippines

ainsi qu'aux représentants diplomatiques des Philippines dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 12 AVRIL 1999, VÉRIFIER AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*.La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -*